



Conseil d'administration

Séance du 24 novembre 2023

Délibération n°21-2023

Portant adhésion du Parc national du Mercantour au Syndicat mixte d'Ingénierie pour les Collectivités et Territoires Innovants des Alpes et de la Méditerranée (SICTIAM)

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.331-8 et suivants, R.331-23 et suivants définissant les modalités de fonctionnement et les attributions du conseil d'administration et R.331-38 et suivants relatifs aux dispositions financières et comptables régissant l'établissement ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5721-1 et suivants ;

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié, pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national du Mercantour ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2021, modifié par arrêtés préfectoraux des 7 février 2022 et 11 janvier 2023, portant nomination au conseil d'administration de l'établissement public du Parc national du Mercantour ;

Vu les statuts du Syndicat mixte d'Ingénierie pour les Collectivités et Territoires Innovants des Alpes et de la Méditerranée (SICTIAM) approuvés par délibération du conseil syndical du 21 juin 2022 et rendus exécutoires par arrêté du préfet des Alpes-Maritimes en date du 29 juillet 2022 ;

Vu les dispositions du règlement intérieur du conseil d'administration du Parc national du Mercantour, modifié par délibération du 13 mars 2020 ;

Vu la procédure de vote en ligne mise en place par le Parc national et les résultats issus de ce dispositif, cette séance du conseil d'administration s'étant déroulée en visioconférence et en présentiel ;

Considérant que le SICTIAM est un syndicat mixte ouvert élargi à la carte qui accompagne au quotidien ses adhérents dans la transition numérique et l'évolution de leurs métiers dans une optique de mutualisation et de solidarité ;

Considérant que le SICTIAM, opérateur public de services numériques, intervient dans tous les domaines du numérique, des systèmes d'information métiers des adhérents, de l'infrastructure informatique et du management de la donnée à travers une offre de services en conseil, pilotage de projets, assistance, prospective, maintenance, achat et en accompagnement et formation des agents et élus locaux ;

Considérant que le SICTIAM exerce également la compétence Aménagement Numérique du Territoire sur le territoire du Département des Alpes-Maritimes, compétence à la carte telle que prévue à l'article L. 1425-1 du CGCT, ainsi que les compétences distribution d'électricité, distribution du gaz, éclairage public et énergies renouvelables ;

Considérant que l'adhésion du Parc national du Mercantour lui permet de profiter de l'expérience, des ressources, de l'ingénierie et des compétences du SICTIAM ;

.../...

Considérant que les modalités juridiques et financières de l'adhésion et du retrait sont notamment définies dans les statuts susvisés ;

Considérant que l'adhésion au SICTIAM fait l'objet d'une cotisation annuelle dont le montant est fixé selon des modalités définies par délibération du comité syndical ;

Considérant qu'à cette cotisation annuelle, s'ajoutent des contributions financières spécifiques correspondant aux services rendus. Ces derniers sont définis dans des Plans de Services avec des montants adossés à une grille tarifaire approuvée par délibération du comité syndical ;

Considérant que la cotisation et/ou les contributions seront inscrites dans le budget du Parc national du Mercantour et feront l'objet d'un titre de recettes émis par le SICTIAM ;

Considérant que l'adhésion du Parc national du Mercantour est effective à compter de la date mentionnée dans la délibération du comité syndical du SICTIAM portant approbation de son adhésion ;

Considérant que la représentation du Parc national du Mercantour est assurée par un délégué titulaire et un délégué suppléant au sein de l'assemblée générale du SICTIAM, qui désigne au moment du renouvellement général des organes délibérants ses représentants au sein du collège des adhérents du comité syndical ;

Considérant que l'adhésion du Parc national du Mercantour lui permet d'assurer ses missions de service public dans les meilleures conditions possibles dans un contexte de transition numérique du monde territorial,

Considérant également que, dans le cadre de la création du GECT / Parc européen Alpi Maritime-Mercantour, l'établissement public du Parc national du Mercantour a pris en charge la gestion budgétaire et comptable de la structure et qu'à ce titre, il avait adhéré au SICTIAM par délibération du conseil d'administration du 28 novembre 20214 ;

Considérant que, le GECT étant devenu opérationnel, le Parc national du Mercantour avait résilié le contrat qui le liait au SICTIAM au profit d'une adhésion propre du Parc européen ;

Considérant l'intérêt du Parc national du Mercantour à adhérer à nouveau au SICTIAM pour pouvoir bénéficier de prestations liées, notamment, à la mise en œuvre du Règlement général de protection des données (RGPD) ;

Considérant que, pour limiter le nombre d'adhésion, le Parc national souscritra des prestations supplémentaires pour la gestion et pour le compte du Parc européen Alpi Maritime-Mercantour. Ce dernier pourra résilier le contrat qui le lie au SICTIAM et remboursera au Parc national du Mercantour les frais engagés pour sa gestion ;

Vu le rapport de la directrice et sur proposition du président :

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration du Parc national du Mercantour :

Article 1 : approuve l'adhésion de l'établissement public du Parc national du Mercantour au SICTIAM, au titre des missions générales, telles que définies dans les statuts du SICTIAM.

Article 2 : approuve les statuts du SICTIAM dont un exemplaire est annexé à la présente délibération.

Article 3 : approuve le versement de la cotisation fixée chaque année par délibération du comité syndical du SICTIAM dont le montant s'élève, pour l'année 2024, à 8 670 euros, étant précisé que l'adhésion sera effective à compter du 1^{er} janvier 2024.

.../...

Article 4 : dit que les montants des cotisations et des contributions financières seront inscrits au budget de l'établissement public du Parc national du Mercantour.

Article 5 : autorise la directrice ou son représentant à effectuer toute démarche nécessaire à la bonne exécution de cette délibération, à signer tout document, convention et avenant et notamment pour la conclusion des Plans de Services proposés par le SICTIAM.

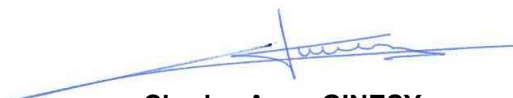
Article 6 : autorise l'émission d'un titre pour recette à l'encontre du GECT / Parc européen Alpi Martitime-Mercantour en remboursement des sommes engagées par le Parc national du Mercantour pour sa gestion.

Article 7 : désigne le/la secrétaire général(e) adjoint(e) en qualité de délégué(e) titulaire et le/la chef(fe) du service Systèmes d'Information en qualité de délégué(e) suppléant(e) pour représenter le Parc national du Mercantour au sein de l'Assemblée générale du SICTIAM.

Cette délibération est adoptée à 27 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention.

A Nice, le 24 novembre 2023

Le président
du conseil d'administration



Charles Ange GINESY

La directrice
du Parc national du Mercantour



Aline COMEAU